

Centre de collaboration nationale
sur les **politiques publiques**
et la **santé**

www.ccnpps.ca

LA CONTRIBUTION DE LA SCIENCE POLITIQUE À L'ÉTUDE DES POLITIQUES DE SANTÉ

ÉTAT DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA RECHERCHE UNIVERSITAIRE
AU CANADA

RAPPORT | AVRIL 2009



Centre de collaboration nationale
sur les politiques publiques et la santé

National Collaborating Centre
for Healthy Public Policy

*Institut national
de santé publique*

Québec 

Centre de collaboration nationale
sur les **politiques publiques**
et la **santé**

www.ccnpps.ca

LA CONTRIBUTION DE LA SCIENCE POLITIQUE À L'ÉTUDE DES POLITIQUES DE SANTÉ

ÉTAT DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA RECHERCHE UNIVERSITAIRE
AU CANADA

RAPPORT | AVRIL 2009



Centre de collaboration nationale
sur les politiques publiques et la santé

National Collaborating Centre
for Healthy Public Policy

*Institut national
de santé publique*

Québec

AUTEURE

Marianne Jacques
Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé

SOUS LA COORDINATION DE

Nicole F. Bernier
Département de médecine sociale et préventive, Université de Montréal

MISE EN PAGES

Madalina Burtan
Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé

La production de ce document a été rendue possible grâce à une contribution financière provenant de l'Agence de la santé publique du Canada par le biais du financement du Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé (CCNPPS).

Le Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé est hébergé à l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), un chef de file en santé publique au Canada.

Les vues exprimées ici ne reflètent pas nécessairement la position officielle de l'Agence de la santé publique du Canada.

Ce document est disponible intégralement en format électronique (PDF) sur les sites Web de l'Institut national de santé publique du Québec au : www.inspq.qc.ca et du Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé au : www.ccnpps.ca.

An English version of this paper is also available at www.ncchpp.ca and at www.inspq.qc.ca/english.

Les reproductions à des fins d'étude privée ou de recherche sont autorisées en vertu de l'article 29 de la Loi sur le droit d'auteur. Toute autre utilisation doit faire l'objet d'une autorisation du gouvernement du Québec qui détient les droits exclusifs de propriété intellectuelle sur ce document. Cette autorisation peut être obtenue en formulant une demande au guichet central du Service de la gestion des droits d'auteur des Publications du Québec à l'aide d'un formulaire en ligne accessible à l'adresse suivante : www.droitauteur.gouv.qc.ca/autorisation.php, ou en écrivant un courriel à : droit.auteur@cspq.gouv.qc.ca.

Les données contenues dans le document peuvent être citées, à condition d'en mentionner la source.

DÉPÔT LÉGAL – 3^e TRIMESTRE 2012
BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC
BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES CANADA
ISBN : 978-2-550-65449-0 (VERSION IMPRIMÉE ANGLAISE)
ISBN : 978-2-550-65450-6 (PDF ANGLAIS)
ISBN : 978-2-550-65447-6 (VERSION IMPRIMÉE)
ISBN : 978-2-550-65448-3 (PDF)

©Gouvernement du Québec (2012)

À PROPOS DU CENTRE DE COLLABORATION NATIONALE SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES ET LA SANTÉ

Le Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé (CCNPPS) vise à accroître l'expertise des acteurs de la santé publique en matière de politiques publiques favorables à la santé, à travers le développement, le partage et l'utilisation des connaissances. Le CCNPPS fait partie d'un réseau canadien de six centres financés par l'Agence de la santé publique du Canada. Répartis à travers le Canada, chacun des Centres de collaboration nationale en santé publique se spécialise dans un domaine précis, mais partage un mandat commun de synthèse, d'utilisation et de partage des connaissances. Le réseau des Centres agit autant comme une structure de diffusion des contributions spécifiques des Centres que de lieu de production conjointe des projets communs.

REMERCIEMENTS

Le Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé (CCNPPS) tient tout d'abord à remercier Nicole F. Bernier du Département de médecine sociale et préventive de l'Université de Montréal pour avoir mis sur pied ce projet de recherche exploratoire.

Nous tenons aussi à remercier tous les répondants qui ont accepté de donner de leur temps pour répondre à nos questions. Sans leur contribution, cette étude n'aurait pas pu être réalisée.

AVANT-PROPOS

Le rôle du Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé (CCNPPS) est de soutenir les acteurs de la santé publique à travers le Canada dans leurs efforts de promotion de politiques publiques favorables à la santé, et ce, en les éclairant sur les meilleures stratégies à utiliser. Plus spécifiquement, le CCNPPS cherche à mettre à la disposition de ces acteurs les travaux issus de différentes disciplines des sciences de la santé et des sciences sociales. Ce rôle de « pont » entre la santé publique et les sciences sociales s'effectue de diverses manières. L'une d'entre elles est de solliciter les contributions de chercheurs de ces domaines. Une autre consiste à mobiliser les modèles conceptuels développés, par exemple, en analyse des politiques publiques, pour en vérifier la pertinence dans l'analyse des politiques publiques favorables à la santé.

Pour mener à bien ces activités, le CCNPPS considère important d'identifier les travaux effectués par les chercheurs canadiens en sciences sociales sur les questions liées à la santé.

Dans le cadre de cette étude exploratoire, le CCNPPS a collaboré avec Nicole F. Bernier, politologue et chercheuse au Département de médecine sociale et préventive de l'Université de Montréal. Celle-ci a initié le projet et a établi les paramètres de cette étude qui visait à dresser un état de la situation de l'étude de la santé dans les départements de science politique au Canada à travers l'examen de l'offre de cours et des projets de recherche en santé dans ces départements.

Ce projet a notamment permis de souligner que la recherche sur les politiques de santé dans les départements canadiens de science politique portait principalement sur l'analyse du système de santé et du processus des politiques de santé. Afin d'obtenir une image plus complète du travail réalisé au chapitre de la recherche sur les politiques de santé au Canada, une recherche plus étendue serait nécessaire. Il serait en effet pertinent d'examiner les travaux de recherche portant sur les déterminants sociaux de la santé ainsi que sur les politiques publiques favorables à la santé dans la mesure où elles correspondent à un concept élargi de la santé, tel que le propose l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Cette dernière définit la santé comme « un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité* ». Cette définition reconnaît donc que la santé n'est pas simplement déterminée par des facteurs médicaux ou biologiques, mais que les facteurs sociaux ont aussi un effet sur l'état de santé des gens, ce qui multiplie les axes de recherche en santé.

* Préambule à la Constitution de l'Organisation mondiale de la Santé. En ligne, au <http://www.who.int/suggestions/faq/fr/index.html> (page consultée le 10 octobre 2007).

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
1 COURS.....	3
1.1 Offre de cours spécialisés en santé dans les départements de science politique	3
1.2 Facteurs qui déterminent l'offre de cours spécialisés en santé.....	3
1.2.1 Obstacles	4
1.2.2 Facilitateurs.....	6
2 RECHERCHE	9
2.1 État de la recherche sur les politiques de santé dans les départements de science politique	9
2.2 Facteurs qui influent sur l'intégration de la recherche sur les politiques de santé dans les agendas de recherche des départements de science politique	9
2.3 Facteurs qui favorisent ou qui freinent les politicologues effectuant de la recherche sur les politiques de santé au Canada.....	11
2.3.1 Obstacles	11
2.3.2 Facilitateurs.....	15
2.3.3 Éléments qui profiteraient aux politicologues faisant de la recherche sur les politiques de santé	17
CONCLUSION	19
ANNEXE A RÉPARTITION DES COURS SPÉCIALISÉS EN SANTÉ DANS LES DÉPARTEMENTS CANADIENS DE SCIENCE POLITIQUE	21
ANNEXE B RÉPARTITION DES POLITICOLOGUES FAISANT DE LA RECHERCHE SUR LES POLITIQUES DE SANTÉ DANS LES DÉPARTEMENTS CANADIENS DE SCIENCE POLITIQUE	25

INTRODUCTION

Cette étude exploratoire, réalisée en 2007, visait à examiner la contribution des départements de science politique du Canada à l'analyse des politiques de santé. La première phase du projet visait la création d'un répertoire des cours et des chercheurs en santé. Grâce à un recensement systématique des départements de sciences politiques, les cours portant principalement ou partiellement sur la santé ont d'abord été repérés. Ce même recensement a ensuite permis de déterminer quels étaient les chercheurs en science politique qui étudient la santé. Le repérage des universités ayant des départements de science politique a été réalisé grâce à deux listes accessibles auprès de l'Association canadienne de science politique (ACSP) et de l'Association des universités et collèges du Canada (AUCC). Au total, 56 départements de science politique ont été répertoriés. Le site Internet officiel de chacun des départements a été examiné afin de bâtir le répertoire.

Au chapitre de l'enseignement, deux types de cours faisant référence à la santé se sont distingués. D'un côté, les cours spécialisés en santé, dans lesquels les politiques de santé constituent l'élément central du cours et dans lesquels le terme « santé » se retrouve clairement dans le titre. Au total, 26 cours spécialisés en santé ont été répertoriés. On retrouve aussi les cours liés à la santé, dans lesquels le sujet de la santé n'est qu'un élément parmi d'autres, qui sera abordé au cours de la session. Pour ce type de cours, l'examen du plan de cours était requis pour en déterminer le contenu. Puisque ces plans de cours n'étaient pas toujours accessibles en ligne, il a été impossible de répertorier de façon systématique tous les cours liés à la santé.

L'examen de l'information offerte sur le site Internet des différents départements a également permis de repérer les chercheurs menant de la recherche en santé. L'identification et la sélection de ces politicologues se sont effectuées selon la méthode suivante : lorsque le terme « santé » apparaissait dans les champs d'intérêt de recherche, les publications ou les projets de recherche en cours ou complétés. La majorité des chercheurs identifiés étaient des professeurs à temps plein dans les départements de science politique. Toutefois, afin d'obtenir une image plus complète des politicologues canadiens effectuant de la recherche en santé, les professeurs agrégés, professeurs associés à plusieurs départements et les professeurs associés ont aussi été répertoriés. Cette démarche a permis de répertorier 39 politicologues canadiens rattachés à un département de science politique et qui effectuent de la recherche sur les politiques de santé.

La deuxième phase du projet consistait à découvrir la façon dont les départements de science politique intégraient les enjeux liés à la santé dans leurs agendas de recherche. Pour ce faire, 17 entrevues téléphoniques d'une durée approximative de 40 minutes ont été réalisées auprès de deux directeurs¹ de départements canadiens de science politique et de 15 politicologues canadiens menant des recherches sur les politiques de santé. Le but de ces entrevues était de découvrir l'intérêt éventuel, les possibilités et les défis en vue de donner des cours spécialisés en santé et pour développer des recherches sur les politiques de santé au Canada dans les départements de science politique.

¹ Au départ plusieurs directeurs de départements avaient été contactés à des fins d'entrevue. Toutefois, n'étant pas à l'aise avec le sujet de l'étude, la plupart des directeurs ont décliné l'invitation à participer au projet.

Considérant le temps alloué à la réalisation du projet, il a été impossible d'interroger tous les chercheurs identifiés dans le répertoire initial. Trois critères non exhaustifs ont été utilisés pour sélectionner les répondants. En utilisant l'information disponible sur le site Internet des départements de science politique, les chercheurs dont l'intérêt principal de recherche portait sur la santé ont été retenus. Aussi, afin d'obtenir un portrait représentatif du contexte canadien, des répondants dans chacune des dix provinces ont été contactés. Nous avons réussi à parler avec des universitaires dans toutes les provinces à l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard et de la Colombie-Britannique. Enfin, en vue de dresser une image fidèle de la réalité canadienne, des chercheurs issus de départements offrant des cours spécialisés en santé ainsi que des chercheurs venant de départements ne donnant aucun cours spécialisé en santé ont été sélectionnés.

Il est à noter que les informations présentées dans ce rapport reflètent les perceptions des répondants interrogés et non pas une mesure précise de la réalité.

1 COURS

1.1 OFFRE DE COURS SPÉCIALISÉS EN SANTÉ DANS LES DÉPARTEMENTS DE SCIENCE POLITIQUE

Le but de cette section est d'examiner l'offre de cours spécialisés en santé dans les départements canadiens de science politique et de mettre en lumière les facteurs qui déterminent l'intégration de ces cours dans le curriculum des différents départements.

Bien que certains cours plus généraux liés à la santé aient été intégrés dans le répertoire initial, nous avons choisi, au cours des entretiens avec les répondants, de traiter uniquement des cours spécialisés en santé afin de dresser une image juste et réaliste de l'enseignement des politiques de santé au Canada.

De façon générale, peu de cours spécialisés en santé sont offerts dans les départements canadiens de science politique. Comme c'est le cas dans plusieurs disciplines, la plupart des cours spécialisés sont des cours de deuxième cycle, plus particulièrement des cours offerts à la maîtrise. Quelques-uns des départements de science politique qui offrent des cours spécialisés en santé les offrent conjointement avec d'autres facultés, principalement avec les facultés de médecine.

Une autre tendance observée est que la majorité des cours spécialisés en santé sont offerts dans les grands centres, principalement en Ontario et au Québec.

Précisons que quelques professeurs ont développé des moyens pour compenser le petit nombre de cours spécialisés en santé en intégrant des enjeux de santé dans leurs cours plus généraux. Par exemple, certains répondants ont mentionné avoir intégré la santé dans leur cours sur le fédéralisme canadien, le fédéralisme comparé, les relations intergouvernementales et les politiques sociales. Chacun des répondants effectuant de la recherche sur les politiques de santé ou qui avait un intérêt particulier pour ce secteur de recherche a affirmé qu'il abordait les questions de santé dans ses cours généraux.

Par ailleurs, plusieurs départements de science politique offrent des « cours à contenu variable », dans lesquels le sujet du cours change d'une année à l'autre. Certains professeurs ont mentionné avoir profité de ce type de cours pour offrir des cours spécialisés en santé.

Pour des détails sur la répartition des cours spécialisés en santé par province et par région, voir l'annexe A.

1.2 FACTEURS QUI DÉTERMINENT L'OFFRE DE COURS SPÉCIALISÉS EN SANTÉ

Cette section résume l'opinion des répondants quant aux principaux obstacles et facilitateurs pour développer des cours spécialisés en santé dans les départements de science politique.

1.2.1 Obstacles

Les quatre facteurs suivants, bien qu'ils ne soient pas spécifiques à la science politique, jouent un rôle important dans la détermination de l'offre de cours spécialisés en santé dans les départements de science politique : la taille du département, la présence de chercheurs intéressés par le champ de recherche, l'intérêt du département et les demandes des étudiants. Un cinquième facteur qui intervient dans l'offre de cours spécialisés en santé et qui est, pour sa part, spécifique à la science politique, est le clivage entre le champ de la science politique et le champ de l'analyse des politiques publiques dans les universités canadiennes.

Taille du département

La majorité des répondants a mentionné que la taille du département constitue l'obstacle le plus important lorsqu'on veut offrir des cours spécialisés en santé dans les départements de science politique. Afin d'être représentatifs de la discipline, les départements doivent offrir des cours de base et, par conséquent, une panoplie de cours ne peuvent être développés. Un chercheur d'un petit département expliquait « qu'il est attendu que son département couvre quatre sous-champs en science politique : la politique canadienne, la politique comparée, les relations internationales et la philosophie politique. Il est donc difficile dans ce contexte de développer des cours hautement spécialisés ».

Présence d'un professeur faisant de la recherche sur les politiques de santé dans le département

Afin de pouvoir développer des cours spécialisés en santé, la majorité des répondants a précisé qu'un chercheur faisant de la recherche sur les politiques de santé doit absolument se trouver dans le département. Pour plusieurs, le nombre relativement restreint de politicologues travaillant sur les politiques de santé dans les départements de science politique explique le peu de cours spécialisés en santé dans ces départements. Ainsi, l'un des plus grands obstacles à offrir des cours spécialisés en santé est le nombre relativement faible de professeurs aptes à enseigner ces cours dans les départements de science politique.

À ce sujet, plusieurs des personnes interrogées considèrent qu'il existe au Canada de nombreux politicologues intéressés par les politiques de santé, mais que ces universitaires enseignent souvent dans d'autres départements que celui de la science politique. Comme l'expliquait un des répondants : « Si les politicologues qui s'intéressent aux politiques de santé font leurs recherches à l'extérieur des départements de science politique, alors ils enseignent aussi leurs cours ailleurs. »

La quantité limitée de cours spécialisés en santé est peut-être donc moins tributaire du nombre restreint de politicologues travaillant sur les politiques de santé, mais témoigne plutôt du fait que certains politicologues qui s'intéressent aux politiques de santé conduisent leurs recherches à l'extérieur des départements de science politique.

Selon les dires de différents répondants, on retrouve des politicologues faisant de la recherche sur les politiques de santé dans plusieurs départements en sciences humaines (sociologie, histoire, économie, administration, administration publique et écoles de politiques publiques), dans les facultés de médecine (administration de la santé, sciences infirmières) ainsi que dans certains programmes multidisciplinaires.

L'intérêt du département

Afin de développer des cours spécialisés dans un département universitaire, les membres du département doivent démontrer un intérêt à leur égard. En effet, la plupart des cours spécialisés offerts dans les départements de science politique reflètent les champs d'intérêt particuliers des politicologues du département. Comme le mentionnait un répondant, « il y a les cours de base et, ensuite, les cours plus spécialisés sont directement liés aux champs d'intérêt des membres du département ».

Dans cet esprit, plusieurs répondants ont précisé que les « départements de science politique sont fondamentalement dominés par des théoriciens. Pour cette raison, ils ont moins d'intérêt à développer des cours spécialisés en santé, car ces cours sont souvent vus comme étant trop appliqués ». Comme les cours spécialisés en santé sont perçus comme des cours appliqués et qu'en général les départements de science politique ont des orientations plus théoriques, il peut être difficile de développer ce type de cours dans ces départements.

Les demandes et les intérêts des étudiants

Un autre obstacle à offrir des cours spécialisés en santé réside dans le fait que les cours doivent demeurer relativement généraux afin d'attirer le plus d'étudiants possible. Plus un cours est spécialisé, plus il est difficile d'intéresser un grand nombre d'étudiants. Comme l'a mentionné un répondant, « lorsque l'on circonscrit un cours uniquement à la santé, il peut être plus difficile d'obtenir le nombre d'inscriptions requis et, donc, impossible d'offrir le cours ». Cette situation est particulièrement difficile pour les petits départements où l'on compte moins d'étudiants.

Plusieurs des répondants ont mentionné que l'intérêt des étudiants en science politique envers les cours spécialisés en santé était plutôt limité. Par exemple, certains professeurs ont affirmé que bien qu'ils étaient disponibles pour assurer la supervision d'étudiants travaillant sur les politiques de santé aux études supérieures, rares sont les étudiants en science politique qui se sont manifestés. Certains universitaires se sont même montrés préoccupés par ce faible intérêt de la part des étudiants en science politique : « Il y a un besoin grandissant dans la société non seulement pour des connaissances de base, mais aussi pour des connaissances plus complexes du système de santé au Canada. Si la science politique veut former le type d'universitaire pouvant livrer ces connaissances, elle doit faire davantage pour intéresser les étudiants. »

Par ailleurs, plusieurs répondants ont souligné que les étudiants dans les programmes d'étude en santé étaient très intéressés par les cours sur les politiques de santé. En fait, la majorité des répondants estime que les étudiants provenant de ces programmes démontraient plus d'intérêt envers les cours sur les politiques de santé que les étudiants de

science politique. Les répondants ont aussi précisé que les professionnels du secteur de la santé étaient de plus en plus nombreux à suivre ce type de cours.

Clivage entre le champ de la science politique et le champ de l'analyse des politiques publiques

Quelques-unes des personnes interrogées ont indiqué que le faible nombre de cours spécialisés en santé dans les départements de science politique pouvait en partie être expliqué par le clivage entre le champ de la science politique et le champ de l'analyse des politiques publiques dans les universités canadiennes. Dans plusieurs de ces universités, l'analyse des politiques publiques, au cours des études supérieures, est souvent enseignée à l'extérieur des départements de science politique.

Dans cet esprit, quelques répondants ont mentionné qu'il existait peu de cours spécialisés en santé dans les départements des sciences politiques, mais que ce type de cours se retrouvait en plus grand nombre dans les écoles de politiques publiques. Ces répondants ont aussi mentionné que la demande estudiantine pour développer des cours spécialisés en santé était plus importante dans les écoles de politiques publiques que dans les départements de science politique. Par exemple, un répondant mentionnait qu'à l'Université Queen, en Ontario, le « développement d'une spécialisation en santé dans l'école de politiques publiques est directement lié aux demandes des étudiants ».

1.2.2 Facilitateurs

Niveau d'actualité du sujet

Beaucoup de répondants ont noté que lorsque la santé devenait un sujet politique d'actualité, il y avait plus d'occasions pour développer des cours spécialisés en santé. Par exemple, plusieurs ont mentionné qu'ils avaient eu plus de facilité à développer des cours en santé durant les années de la Commission Romanow, parce que la santé était alors discutée et débattue sur le plan politique. Certains professeurs ont profité de ce contexte pour développer et offrir des cours spécialisés en santé dans le cadre des « cours à contenu variable ». À cette époque, parce que la santé était une priorité politique, certains départements ont senti le besoin d'offrir un cours sur le sujet ou d'utiliser la santé comme cas de figure.

Entrepreneurs académiques

Dans bien des cas, le développement de cours spécialisés en santé repose sur l'action d'« entrepreneurs académiques », c'est-à-dire de professeurs prêts à faire du « lobby » auprès du directeur et des membres du département pour intégrer leur cours au curriculum départemental. Certains répondants ont dit qu'ils avaient dû user de beaucoup de persévérance dans leurs démarches afin de faire accepter leur cours spécialisé en santé et ont précisé que l'ouverture du département à ce chapitre a joué un rôle important dans leur réussite.

Appui du département pour les études multidisciplinaires

Comme il a été mentionné plus haut, une façon d'offrir des cours spécialisés en santé dans les départements de science politique est d'offrir ces cours conjointement avec d'autres départements. Pour développer ces partenariats, les départements doivent être enclins à développer des liens avec d'autres facultés.

Certains professeurs ont précisé avoir reçu un grand appui de la part de leur département dans l'établissement de ce type de collaboration, ce qui a rendu l'obtention de ressources et le développement des cours possible. Par exemple, une université a créé des chaires conjointes entre la Faculté des arts et la Faculté de médecine, ce qui a permis la mise en place de cours communs dans leur curriculum respectif.

Toutefois, tandis que certains professeurs ont réussi à développer ces partenariats, d'autres ont mentionné que les départements de science politique n'étaient pas toujours ouverts à ce type de collaboration. Certains professeurs considèrent qu'il est notamment difficile d'offrir des cours en collaboration avec les facultés de médecine parce que les départements de science politique ont parfois tendance à privilégier des partenariats plus « traditionnels », comme ceux avec les départements d'économie, d'histoire ou de philosophie. Cet aspect est moins pertinent dans le contexte des déterminants sociaux de la santé.

2 RECHERCHE

2.1 ÉTAT DE LA RECHERCHE SUR LES POLITIQUES DE SANTÉ DANS LES DÉPARTEMENTS DE SCIENCE POLITIQUE

Il existe 56 différents départements de science politique dans tout le Canada, et 39 politicologues faisant de la recherche sur les politiques de santé sont listés dans ces départements. Certains d'entre eux sont des professeurs à temps plein en science politique tandis que d'autres partagent leur temps avec d'autres départements ou facultés. Précisons qu'une grande part de la recherche sur les politiques de santé conduite dans les départements de science politique tend à être réalisée dans les grandes universités, principalement dans les provinces centrales.

Pour une répartition plus spécifique des chercheurs par province et par région, voir l'annexe B.

2.2 FACTEURS QUI INFLUENT SUR L'INTÉGRATION DE LA RECHERCHE SUR LES POLITIQUES DE SANTÉ DANS LES AGENDAS DE RECHERCHE DES DÉPARTEMENTS DE SCIENCE POLITIQUE

Les facteurs qui influent sur l'intégration de la recherche sur les politiques de santé dans les départements de science politique sont de deux ordres. D'une part, l'orientation théorique de la recherche et, d'autre part, la prédominance de la recherche unidisciplinaire dans les départements canadiens de science politique.

Orientation théorique de la recherche dans les départements de science politique

Selon un bon nombre de répondants, la recherche sur les politiques de santé n'a jamais constitué une priorité dans les départements de science politique, principalement parce que ce type de recherche est considéré comme étant trop appliqué.

L'un des répondants a bien résumé l'opinion de plusieurs en mentionnant que « la recherche sur les politiques de santé est souvent mal perçue dans les départements de science politique. Ce type de recherche est considéré comme étant très appliqué dans un champ de recherche qui accorde une grande importance à l'innovation théorique sur le plan de sa valeur relative. La recherche sur les politiques de santé se retrouve donc souvent au bas de l'échelle des priorités dans plusieurs départements de science politique ». Dans ce contexte, l'intégration de ce champ de recherche dans les agendas de recherche des départements de science politique peut être un réel défi pour les politicologues.

Prévalence de la recherche unidisciplinaire dans les départements de science politique

Plusieurs des répondants ont mentionné que les chercheurs dans les départements de science politique ont tendance à réaliser essentiellement de la recherche unidisciplinaire. Un nombre important de répondants ont précisé qu'il existe une culture bien établie dans les départements de science politique, où les universitaires conduisent leurs travaux sans faire

partie de grandes équipes de recherche. Ces chercheurs n'ont pas de réel intérêt envers les projets collaboratifs et préfèrent la recherche unidisciplinaire.

Parallèlement, on observe un constat chez les politicologues interrogés, voulant que la recherche sur les politiques de santé tende à être multidisciplinaire. Plusieurs répondants ont affirmé que la complexité des enjeux liés aux politiques de santé, particulièrement lorsque l'on considère une définition large de la santé, nécessite une combinaison d'expertises afin de conduire la recherche de façon efficace. Comme le disait un répondant : « La recherche sur les politiques de santé est un mélange de ce que vous connaissez de la mécanique du système de santé, l'étendue de vos connaissances théoriques et la façon dont vous combinez ces connaissances ». Dans cette optique, plusieurs répondants envisagent la recherche multidisciplinaire comme une excellente façon de relever le défi posé par la complexité des enjeux liés aux politiques de santé.

Il semble donc y avoir une division chez les politicologues quant à la volonté de réaliser la recherche multidisciplinaire. Plusieurs des répondants ont mentionné que la culture du « chercheur solitaire » constituait le plus grand obstacle auquel font face les politicologues conduisant de la recherche sur les politiques de santé. Cette situation peut poser un réel défi, notamment parce que la recherche sur les politiques de santé, principalement par le biais des organismes subventionnaires de recherche en santé, favorise la recherche collaborative.

De plus, mis à part les défis méthodologiques inhérents à la recherche multidisciplinaire, les politicologues font aussi face à des défis d'ordre institutionnel. Plusieurs répondants ont mentionné que les structures de récompense dans les départements de science politique ne sont pas favorables à la recherche en équipe. Par exemple, la nature du système de reconnaissance des écrits en science politique pose le problème suivant : dans une équipe de trois chercheurs, le travail d'un individu est seulement reconnu comme un tiers d'une publication. Dans ce contexte, certains politicologues sont réticents à participer à des projets multidisciplinaires, car ils estiment qu'ils ne seront pas promus ou que leur travail ne sera pas entièrement reconnu. Il existe donc peu d'incitatifs pour que ces chercheurs effectuent des publications collectives. Alors que les organismes subventionnaires en santé font la promotion de la recherche multidisciplinaire, les règles institutionnelles dans les universités sont elles-mêmes fondées sur les disciplines.

Par conséquent, il devient plus difficile d'intégrer des projets de recherche collaboratifs dans les agendas de recherche des départements de science politique. Pour plusieurs répondants, la science politique évolue dans un contexte fortement structuré et principalement unidisciplinaire. Le défi auquel font face les politicologues menant de la recherche multidisciplinaire sur les politiques de santé est donc de trouver des façons de dépasser les structures et les procédures en place et d'en intégrer de nouvelles.

2.3 FACTEURS QUI FAVORISENT OU QUI FREINENT LES POLITICOLOGUES EFFECTUANT DE LA RECHERCHE SUR LES POLITIQUES DE SANTÉ AU CANADA

Cette section résume l'opinion des répondants quant aux principaux obstacles et facilitateurs concernant le développement de la recherche sur les politiques de santé dans les départements de science politique. Toutefois, avant d'examiner ces obstacles et facilitateurs, soulignons une tendance qui ressort des données d'entrevue. Précisons que bien qu'elle ne soit pas une étude exhaustive, notre enquête a tout de même permis d'établir certaines constantes.

Parmi les universitaires interrogés, il semble y avoir deux types de politologues qui s'intéressent à la recherche sur les politiques de santé. D'une part, ceux pour qui l'analyse des politiques de santé constitue un élément parmi tant d'autres de leur agenda de recherche. Par exemple, certains de ces chercheurs travaillent sur le fédéralisme ou l'opinion publique et intègrent l'analyse des politiques de santé dans leur recherche.

D'autre part, il y a des chercheurs pour qui les politiques de santé constituent l'élément central de leur agenda de recherche. Ces universitaires sont principalement intéressés par les politiques de santé et ont tendance à développer des partenariats avec des chercheurs dans d'autres départements ou facultés, tels que les départements d'administration de la santé ou de santé publique.

Les pages qui suivent présentent les principaux obstacles et facilitateurs mentionnés par ces deux groupes de politologues. Certaines suggestions quant à ce qui profiterait à ces chercheurs seront aussi présentées.

2.3.1 Obstacles

Organismes subventionnaires en recherche

Processus d'évaluation

L'un des principaux défis auxquels font face les politologues canadiens travaillant sur les politiques de santé est lié au processus d'évaluation des organismes subventionnaires de recherche en santé. La majorité des répondants considère que le système de financement de la recherche en santé, provenant principalement des Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC), favorise davantage les chercheurs provenant du champ des sciences naturelles que ceux provenant des sciences sociales. En effet, plusieurs répondants ont spécifié que les politologues éprouvent parfois plus de difficultés à obtenir des fonds de recherche en santé que les chercheurs provenant des sciences naturelles.

Les répondants ont aussi souligné qu'il était souvent problématique pour les politologues de présenter des demandes de subventions auprès des organismes subventionnaires de recherche en santé parce que les critères d'évaluations étaient très différents de ceux prévalant dans les organismes subventionnaires en sciences sociales.

De plus, les chercheurs interrogés ont dit que les individus qui contrôlent la prise de décisions dans les organismes subventionnaires en santé proviennent en grande partie du domaine de la recherche sur les services de santé et qu'ils ne comprennent pas toujours ce

que les politologues cherchent à accomplir sur le plan de la recherche. La grande majorité des répondants a spécifié que cette situation posait un défi considérable aux politologues effectuant de la recherche sur les politiques de santé.

Notons toutefois que quelques-uns des répondants se sont dits satisfaits des mécanismes mis en place pour aider les chercheurs en sciences sociales à préparer leurs demandes de financement auprès des organismes subventionnaires en santé. Cette minorité de chercheurs considère notamment que les IRSH ont permis aux différentes disciplines de présenter leurs demandes de subvention et d'être évaluées de façon équitable par leurs pairs.

Type de recherche financé

Un autre défi lié aux organismes subventionnaires en santé est le type de recherche financé par ces organismes. En effet, plusieurs répondants considèrent que la micro recherche, telle que la recherche sur les services de santé ou encore les évaluations d'impact sur la santé, semble obtenir plus de financement que la recherche plus macro.

En effet, certains universitaires considèrent qu'il y a moins de possibilités de financement de la part des organismes subventionnaires en santé lorsque l'accent de la recherche se situe sur le plan systémique. Certains politologues éprouvent de la difficulté à concevoir de quelle façon ils peuvent intégrer leurs travaux dans les thèmes de recherche proposés par les organismes subventionnaires en santé. Afin d'obtenir du financement, ces chercheurs ont parfois dû se tourner vers des organismes subventionnaires en sciences sociales tels que le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH). D'autres répondants avaient la perception que les organismes subventionnaires en santé ne souhaitent pas financer des recherches qui n'étaient pas entièrement consacrées à la santé. Il n'était donc pas naturel pour eux de présenter des demandes de subventions auprès de ces organismes. Bref, pour ces chercheurs, le financement de leurs travaux ne provient pas des sources traditionnelles de financement de la recherche en santé, telles que les subventions des IRSC et autres subventions liées aux organismes subventionnaires de recherche en santé.

En outre, la prédominance de financement de la micro recherche en santé pose un autre défi à certains politologues. En raison de l'orientation plus macro de leur recherche, certains politologues éprouvent des difficultés à devenir membre d'une équipe de recherche multidisciplinaire. Il devient donc difficile pour ces chercheurs d'obtenir du financement pour leurs travaux.

Un bon nombre de répondants ont affirmé qu'un meilleur équilibre entre la micro et la macro recherche était souhaitable en recherche sur les politiques de santé parce que « si l'on ne comprend pas la politique, on ne comprend pas le système de santé au Canada ». C'est pourquoi, selon plusieurs répondants, il est essentiel de combiner la micro et la macro recherche si l'on aspire à une compréhension globale de ce qui se passe dans le domaine de la santé.

Accès à l'information

La grande majorité des répondants considère que l'accès à des données liées à la santé est également un obstacle important auquel font face les politologues canadiens conduisant des recherches sur les politiques de santé.

Type d'information disponible

Plusieurs répondants ont souligné que la grande majorité des données gouvernementales sur la santé au Canada porte sur les intrants et les extrants du système de santé et que ce type d'information ne correspond pas à ce dont les politologues ont besoin pour réaliser leurs travaux de recherche.

« Puisque les politologues sont principalement intéressés par les facteurs qui influent sur les politiques publiques, ils seraient davantage intéressés par des données sur les attitudes publiques envers les soins de santé, sur l'opinion publique, sur des analyses de la couverture médiatique, etc. ». Un répondant soulignait notamment que les « sondages gouvernementaux n'ont jamais été facilement accessibles; ils n'ont jamais été archivés de façon systématique au Canada. Ce n'est pas un exercice que fait Statistique Canada ». Selon plusieurs répondants, « il y a là tout un secteur qui est sous-développé au chapitre de la recherche sur les politiques de santé au Canada ».

Plusieurs universitaires considèrent donc qu'ils n'ont pas accès au type d'information dont ils ont besoin pour réaliser leurs recherches.

Intégration provinciale de l'information

Parce que la cueillette de données dans certaines provinces est parfois problématique, plusieurs répondants ont mentionné qu'il pouvait être difficile de réaliser des travaux de recherche comparatifs sur les différents systèmes de santé au Canada. À cet égard, un chercheur précisait que « bien que l'ICIS [Institut canadien d'information sur la santé] réalise un important travail de développement d'une base de données nationale en santé, l'intégration des différentes bases de données pose un important défi dans plusieurs provinces canadiennes ».

Selon divers répondants, cette situation conduit à un problème d'envergure de comparabilité des comportements provinciaux tant sur le plan de l'allocation que du flux des ressources en santé.

Données d'entrevues

Plusieurs des politologues interrogés ont mentionné que les données d'entrevues peuvent parfois être difficiles à obtenir lorsque le chercheur doit conduire des entrevues avec des décideurs publics ou encore avec des professionnels de la santé.

Certains ont dit qu'il était quelquefois difficile pour les politologues de comprendre les décisions ministérielles, celles qui sont prises à portes closes. « La politique du système de santé est un sujet très délicat. Plusieurs décideurs publics ne veulent pas parler aux chercheurs qui en font l'analyse. »

Un répondant a précisé que « la capacité à faire de la recherche dans le secteur de la santé repose en grande partie sur l'habileté du chercheur à établir des relations de confiance avec les décideurs publics ». D'après les données d'entrevues, certains universitaires éprouvent de la difficulté à développer ces liens, ce qui rend l'accès à ce type d'information plus complexe.

Pour certains répondants, obtenir la participation des professionnels du secteur de la santé aux projets de recherche peut aussi représenter un défi. « Il est parfois difficile d'amener les gens à nous parler dans le cadre d'entrevues parce qu'ils ne veulent pas toujours expliquer exactement ce qu'ils font. » Selon certains répondants, ce type de recherche peut s'avérer problématique lorsque le chercheur doit dire la « vérité » aux gens en position de pouvoir.

Mentionnons qu'une faible minorité de répondants considère que l'accès aux décideurs publics et aux professionnels du secteur de la santé est relativement facile. Le réseautage des chercheurs, leurs expériences antérieures en tant qu'administrateurs politiques, leur participation à des commissions d'enquête et le fait qu'ils soient des chercheurs reconnus sont autant de facteurs ayant facilité leur accès.

La difficulté pour certains chercheurs d'accéder à de l'information par le biais des décideurs publics et des professionnels de la santé met en lumière la nécessité d'avoir un point d'entrée pour conduire de la recherche fondée sur des données d'entrevue. Cette situation peut s'avérer un véritable défi, particulièrement pour les jeunes chercheurs.

Différences régionales

L'information qui suit traite de la distribution géographique des chercheurs menant de la recherche sur les politiques de santé. Un grand nombre de répondants estime que la recherche sur les politiques de santé est principalement réalisée dans les grands centres, principalement en Ontario. Les informations récoltées au cours de la création du répertoire confirment ce point de vue puisque selon ces données, environ 37,8 % des universitaires faisant la recherche sur les politiques de santé viennent de l'Ontario. Bien que « cette situation ne semble pas être faite de façon délibérée », un chercheur a mentionné que les « petites institutions sont souvent mises à l'écart ». Par exemple, certains répondants provenant de petites universités considèrent que lorsqu'il y a un besoin pour de l'expertise, leur nom n'est pas mentionné.

L'expérience d'un universitaire ayant tenté de faire publier un article portant sur la Nouvelle-Écosse dans une revue spécialisée en santé illustre le défi auquel sont confrontés certains chercheurs provenant de régions éloignées. Comme l'article en question traitait uniquement de la Nouvelle-Écosse et ne faisait pas référence à de plus grosses provinces comme l'Ontario, notamment, le rédacteur de la revue n'a pas voulu publier l'article, bien qu'il le trouvait très intéressant.

Par ailleurs, une certaine barrière linguistique existe aussi entre les chercheurs francophones et anglophones au Canada. La question de la langue de publication, bien que cette problématique ne soit pas propre à la recherche sur les politiques de santé, a été mentionnée comme un obstacle auquel font face les politologues canadiens dans ce champ de recherche. Un répondant soulignait que « la plupart des chercheurs francophones

publient en anglais, ce qui facilite la tâche à leurs homologues anglophones. Les chercheurs francophone qui publient uniquement en français réussissent à se tenir informés par l'entremise des revues spécialisées, mais ce n'est pas le cas pour les chercheurs anglophones qui ne lisent pas le français ». Dans cette optique, quelques-uns des répondants ont dit qu'ils n'étaient pas vraiment au courant de la situation au Québec parce qu'ils ne lisaient pas le français.

Bien que cette situation ait été définie comme « pouvant être facilement surmontable », il est important de la souligner puisque la barrière linguistique peut s'avérer problématique dans la dissémination de la recherche.

2.3.2 Facilitateurs

Certains éléments ont aidé les politicologues canadiens à réaliser leur recherche sur les politiques de santé. Ces éléments peuvent être groupés en quatre catégories : la diversité du champ de recherche, le développement de la santé de population, le niveau d'actualité du sujet et les possibilités de financement.

Diversité du champ de recherche sur les politiques de santé

Plusieurs des politicologues interrogés ont mentionné que le champ de la recherche sur les politiques de santé est très vaste et complexe, notamment en raison des nombreux enjeux touchant les soins de santé au Canada, tant aux paliers régional, provincial que fédéral. Certains répondants ont aussi spécifié que l'étude des déterminants sociaux de la santé a multiplié les possibilités de recherche sur les politiques de santé et a contribué à l'essor de la recherche dans ce champ d'étude.

Ainsi, la complexité des politiques de santé et les nombreux déterminants de la santé ont favorisé le développement de la recherche sur les politiques de santé pour les politicologues canadiens.

Développement de la recherche en santé des populations

Le développement de la recherche en santé des populations au cours des dernières années a aussi contribué à élargir le champ de l'analyse des politiques de santé non seulement aux politicologues, mais aussi aux chercheurs des sciences sociales en général.

Certains répondants ont mentionné que l'utilisation de données sur la santé des populations, telle que l'information standardisée sur la santé dans les différentes régions, a permis de développer de meilleures connaissances pour alimenter les processus décisionnels.

D'autres répondants ont aussi affirmé que le développement de l'approche de la santé des populations comme perspective à travers laquelle les décideurs publics pouvaient voir le système de santé a ouvert la porte à plus de recherche sur les politiques de santé en science politique.

Niveau d'actualité du sujet

Plusieurs chercheurs ont mentionné qu'au cours des dix dernières années, la science politique a bénéficié d'un contexte favorable au développement de la recherche sur les politiques de santé.

Il semble que les discussions entourant les Accords sur la santé, la Commission Romanow, le rapport Kirby et la couverture médiatique de ces enjeux ont créé une demande pour de la recherche et de l'analyse sur les politiques de santé. C'est ainsi que certains chercheurs, bien que la santé ne soit pas leur premier objet de recherche, ont été entraînés dans l'analyse des politiques de santé parce que la santé constituait un sujet politique si important durant cette période.

En outre, plusieurs répondants ont souligné que, durant ces mêmes années, le CRSH a ciblé le thème du fédéralisme et a spécifiquement octroyé des fonds de recherche pour cette thématique. Étant donné qu'à cette époque, la santé était débattue à l'échelle fédérale, le fait que le CRSH a ciblé le fédéralisme comme thème de recherche a permis à certains universitaires d'entreprendre de la macro recherche en santé.

En somme, les politicologues interrogés s'entendent pour dire que l'analyse des politiques de santé en soi n'est pas nécessairement un champ de recherche classique pour la science politique. Ce champ de recherche peut toutefois gagner en popularité lorsque la santé devient un enjeu politique d'actualité.

Précisons que bien que ce contexte ait facilité le développement de la recherche sur les politiques de santé au Canada, certains universitaires considèrent tout de même qu'il y a un risque à étudier un enjeu politique si populaire : « Lorsque les enjeux sont fortement chargés politiquement, il y a un risque que la recherche entreprise soit réalisée davantage pour renforcer un agenda politique que pour découvrir ce qui se passe réellement. »

Le sentiment de crise dans le système de santé canadien

Il a maintes fois été soulevé qu'il y a actuellement un certain sentiment de « crise » dans le système de santé canadien. Plusieurs répondants ont affirmé que dans les prochaines années, le Canada devra prendre des décisions politiques à propos de son système de santé : « Nous atteignons un point où nous allons devoir prendre d'importantes décisions collectives à propos de notre système de santé. Dans ce contexte, l'analyse des politiques de santé deviendra plus importante qu'elle ne le serait dans les circonstances régulières. »

Le constat voulant que pour résoudre certains problèmes du système de santé, des sommes importantes devaient être investies dans la recherche sur la gestion, l'organisation et le fonctionnement du système de santé et non pas seulement sur les aspects cliniques du système a aussi favorisé l'essor de la recherche sur les politiques de santé.

Le sentiment de « crise » dans le système de santé canadien a donc ouvert la porte à plus de recherches sur les politiques de santé.

Possibilités de financement

Pour la plupart des répondants, le développement de la recherche sur les politiques de santé en science politique au cours de la dernière décennie est aussi tributaire de l'émergence de nouvelles possibilités de financement dans ce champ de recherche. « Au cours des dernières années, il y a eu une volonté politique de développer et de soutenir de nouveaux fonds de recherche en santé au-delà de la recherche médicale à proprement parler. »

Ce soutien envers l'analyse de politiques de santé s'est notamment manifesté par le concours du CRSH *Santé et Société Canadienne* ainsi que par le développement de la division des Services et des Politiques de la santé aux IRSC. Selon de nombreux répondants, la création de ces deux institutions nationales a contribué à élargir les possibilités de financement pour les politicologues intéressés par les politiques de santé et a aidé à développer la recherche sur les politiques de santé en science politique.

2.3.3 Éléments qui profiteraient aux politicologues faisant de la recherche sur les politiques de santé

Selon les répondants, trois principaux éléments profiteraient aux politicologues faisant de la recherche sur les politiques de santé au Canada. Ces éléments sont liés aux organismes subventionnaires de recherche en santé, au réseautage en science politique et au renforcement des partenariats et des moyens de collaboration en recherche sur les politiques de santé.

Amener les organismes subventionnaires en santé à être plus favorables à l'endroit des politicologues travaillant sur les politiques de santé

Plusieurs répondants ont mentionné que si les organismes subventionnaires en santé voulaient attirer davantage de politicologues vers la recherche sur les politiques de santé, ces organismes devront revoir leurs processus d'évaluation. Le sentiment général est que l'on devrait retrouver un nombre important de politicologues impliqués dans les comités d'évaluation, de façon à ce qu'il y ait un plus grand apport de la science politique dans le processus de décision. Comme l'ont mentionné plusieurs répondants, au cours de la prise de décision, « une seule voix ne fait pas la différence ».

Un répondant a aussi suggéré que le CRSH pourrait offrir des bourses stratégiques ciblant la recherche sur les politiques de santé qui suivrait le modèle du CRSH plutôt que celui des IRSC.

Il a aussi été mentionné que les politicologues canadiens bénéficieraient d'un meilleur soutien dans leurs démarches de demandes de subventions auprès des organismes subventionnaires de recherche en santé.

Améliorer les réseaux pour les chercheurs sur les politiques de santé

Entre les politicologues effectuant de la recherche sur les politiques de santé

La plupart des répondants ont indiqué un important besoin de créer de meilleurs réseaux pour les politicologues effectuant de la recherche sur les politiques de santé au Canada. Selon plusieurs des personnes interrogées, les réseaux existants pour ces politicologues

sont plutôt faibles et il est difficile d'en créer de nouveaux. Comme les organismes subventionnaires en santé favorisent davantage les projets de recherche collaboratifs, plusieurs répondants ont mentionné que cette situation était particulièrement problématique.

Il semble donc y avoir un besoin important de mettre en contact de façon formelle les politicologues travaillant sur les politiques de santé au Canada.

Toutefois, bien que la majorité des répondants ait déploré ce manque de réseautage, une petite minorité de répondants a mentionné qu'il existait suffisamment de liens entre les politicologues travaillant sur les politiques de santé. Ces chercheurs considèrent que les politicologues, par l'entremise de revues, de diverses rencontres et de l'Association canadienne de science politique, réussissent facilement à communiquer entre eux et sont très ouverts à discuter d'enjeux liés à l'analyse des politiques de santé.

Entre les différentes disciplines

Les répondants qui étaient favorables à la recherche multidisciplinaire en santé ont aussi mentionné que les politicologues bénéficieraient grandement du développement de réseaux de recherche non seulement avec des universitaires du champ de la science politique, mais aussi avec les chercheurs des diverses disciplines impliquées dans la recherche sur les politiques de santé.

Entre les politicologues et les professionnels de la santé

Enfin, plusieurs chercheurs ont souligné que le développement de réseaux entre les politicologues et les professionnels de la santé faciliterait l'échange d'information et pourrait ainsi améliorer la collaboration entre ces deux groupes.

Renforcer les partenariats et les moyens de collaboration en recherche sur les politiques de santé

Pour certains universitaires, l'analyse des politiques de santé en général gagnerait certainement de l'augmentation des échanges entre la science politique et les autres facultés impliquées dans la recherche sur les politiques de santé, particulièrement les facultés de médecine. Il a été mentionné que la recherche sur les politiques de santé dans les facultés de médecine tend à accorder plus d'importance aux données probantes qu'aux connaissances liées aux processus des politiques publiques. Comme l'a souligné l'un des répondants, « les gens en santé des populations ou en santé publique ont tendance à dire : "Si nous avons les preuves scientifiques, pourquoi ne pas faire la politique appropriée? Nous savons ce qui rend les individus en santé, alors pourquoi ne pas agir?" ».

C'est pourquoi, selon certains répondants, l'analyse des politiques de santé, particulièrement dans les secteurs de recherche en santé, gagnerait à utiliser davantage les connaissances sur les politiques publiques. Dans ce contexte, le transfert des connaissances peut devenir un moyen intéressant de combiner l'utilisation des données probantes et des connaissances théoriques sur les politiques publiques.

CONCLUSION

Le but de ce projet était de comprendre la façon dont les politicologues dans les départements canadiens de science politique s'intéressaient à la recherche sur les politiques et la santé. En examinant l'offre de cours spécialisés en santé et aussi en discutant avec différents répondants dans tout le pays, nous avons pu établir certaines tendances nationales, bien que certaines différences régionales soient visibles. Rappelons que les informations présentées dans ce rapport reflètent les perceptions des répondants interrogés et non pas une mesure précise de la réalité.

La première section du rapport a mis en lumière le fait que très peu de cours spécialisés en santé sont offerts dans les départements canadiens de science politique. La quantité limitée de politicologues menant de la recherche sur les politiques de santé à l'intérieur des départements de science politique explique en partie cette situation. En raison d'un certain manque d'intérêt de la part de ces départements envers l'analyse des politiques de santé, quelques politicologues réalisent leurs recherches dans d'autres départements et enseignent donc leurs cours dans ces endroits. Le nombre relativement bas de demandes d'étudiants en science politique pour les cours spécialisés en santé explique aussi la difficulté à développer des cours spécialisés en santé.

Sur le plan de la recherche, on remarque une augmentation de l'intérêt des politicologues canadiens envers le champ de l'analyse des politiques de santé depuis les dix dernières années. Le contexte favorable de la fin des années 1990 et du début des années 2000, la diversité du champ de recherche sur les politiques de santé, le sentiment de crise dans le système de santé canadien, l'émergence de nouvelles possibilités de financement en recherche sur les politiques de santé et le développement de la santé des populations sont tous des facteurs ayant contribué à accroître l'intérêt des politicologues envers la recherche sur les politiques de santé.

Par ailleurs, rappelons que l'orientation théorique de la recherche ainsi que la prévalence de la recherche unidisciplinaire dans les départements canadiens de science politique complexifient l'intégration de la recherche sur les politiques de santé dans les agendas de recherche des départements de science politique.

L'obstacle le plus important mentionné par les politicologues canadiens travaillant sur les politiques de santé est lié aux organismes subventionnaires de recherche en santé. Il a été maintes fois mentionné que les processus d'évaluation dans ces organismes étaient quelque peu défavorables envers les politicologues. La prévalence de financement de la micro recherche, comparativement à la macro recherche, a aussi été mentionnée comme étant problématique pour certains politicologues canadiens. En outre, ces derniers sont confrontés à des problèmes quant à l'accès aux données de recherche, notamment en ce qui a trait au type d'information accessible, à l'intégration des données provinciales en santé ainsi qu'à l'accès aux données d'entrevues. Enfin, certains enjeux régionaux ont été mentionnés comme étant problématiques particulièrement au chapitre de l'endroit où s'effectue la recherche ainsi qu'en ce qui concerne les barrières linguistiques entre les chercheurs francophones et anglophones.

Afin de surmonter ces obstacles, trois solutions ont été avancées. Certains répondants ont mentionné que les organismes subventionnaires de recherche en santé pourraient offrir de meilleures occasions de financement aux chercheurs en science politique pour la recherche sur les politiques de santé. Plusieurs répondants ont aussi indiqué que les politicologues canadiens profiteraient du développement de meilleurs réseaux pour les différents chercheurs travaillant sur les politiques de santé, particulièrement dans le contexte où les organismes subventionnaires en santé privilégient la recherche multidisciplinaire. Finalement, il a été mentionné que la recherche sur les politiques de santé bénéficierait du renforcement des partenariats et des moyens de collaboration entre la science politique et les autres secteurs de recherches en santé, afin de maximiser l'utilisation des connaissances sur les politiques publiques dans l'analyse des politiques de santé.

En somme, les politicologues interrogés voient l'utilité et la pertinence des cadres d'analyse en science politique pour l'analyse des politiques de santé. Il y a une reconnaissance claire que la science politique offre des outils d'analyse qui permettent de comprendre les défis posés par les politiques de santé. Toutefois, les arrangements institutionnels qui prévalent dans les départements de science politique n'encouragent pas toujours l'implication de ces politicologues dans la recherche sur les politiques de santé. Cette situation les pousse parfois à réaliser leurs travaux de recherche à l'extérieur des départements de science politique. Par conséquent, si l'on cherche à comprendre réellement la manière dont la science politique, comme discipline, s'intéresse à l'analyse des politiques de santé, nous devons poursuivre notre étude et étendre notre recherche à l'extérieur des départements de science politique.

Une autre conclusion à tirer de cette recherche est que les politicologues canadiens semblent montrer un intérêt marqué pour la recherche sur les politiques de santé dans une perspective de système et de soins de santé. Il semble en effet y avoir un faible intérêt envers la recherche sur les politiques publiques favorables à la santé et la recherche sur les déterminants sociaux de la santé dans les départements de science politique, ces enjeux n'ayant pratiquement pas été soulevés durant les entrevues. Cette situation pourrait s'expliquer par le type de questionnaire utilisé au moment des entrevues. Toutefois, il appert que les politicologues dans les départements de science politique envisagent la recherche sur les politiques de santé dans une perspective de système et de soins de santé plutôt que dans une perspective qui privilégierait une définition élargie de la santé. Dans ce contexte, il serait intéressant de découvrir quels chercheurs sont intéressés par ces questions, quel type de recherche ils réalisent ainsi que le contexte dans lequel ils poursuivent leurs travaux de recherche.

ANNEXE A

**RÉPARTITION DES COURS SPÉCIALISÉS EN SANTÉ DANS LES
DÉPARTEMENTS CANADIENS DE SCIENCE POLITIQUE**

RÉPARTITION DES COURS SPÉCIALISÉS EN SANTÉ DANS LES DÉPARTEMENTS CANADIENS DE SCIENCE POLITIQUE

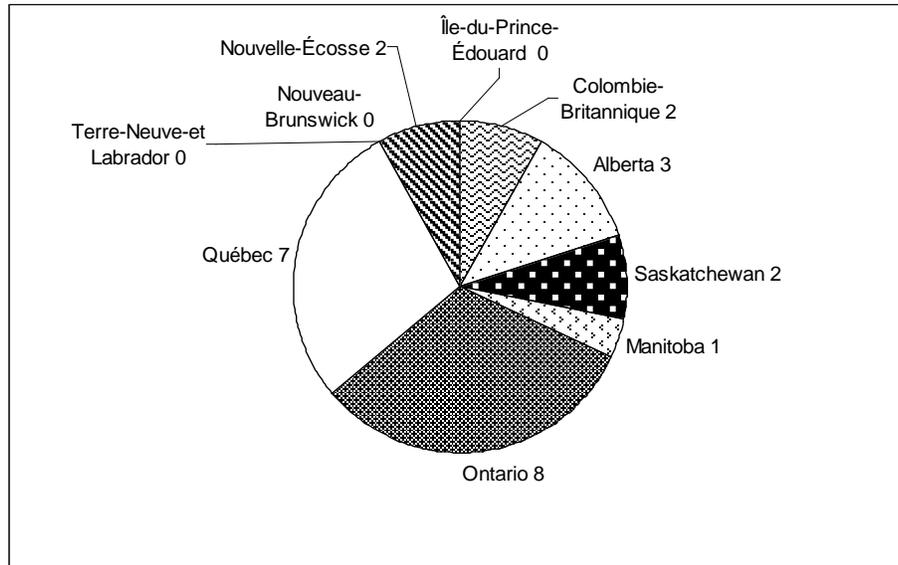


Figure 1 Répartition des cours spécialisés en santé dans les départements canadiens de science politique par province (en nombre)

Source : Données obtenues sur le site Internet officiel des départements canadiens de science politique en mai 2007.

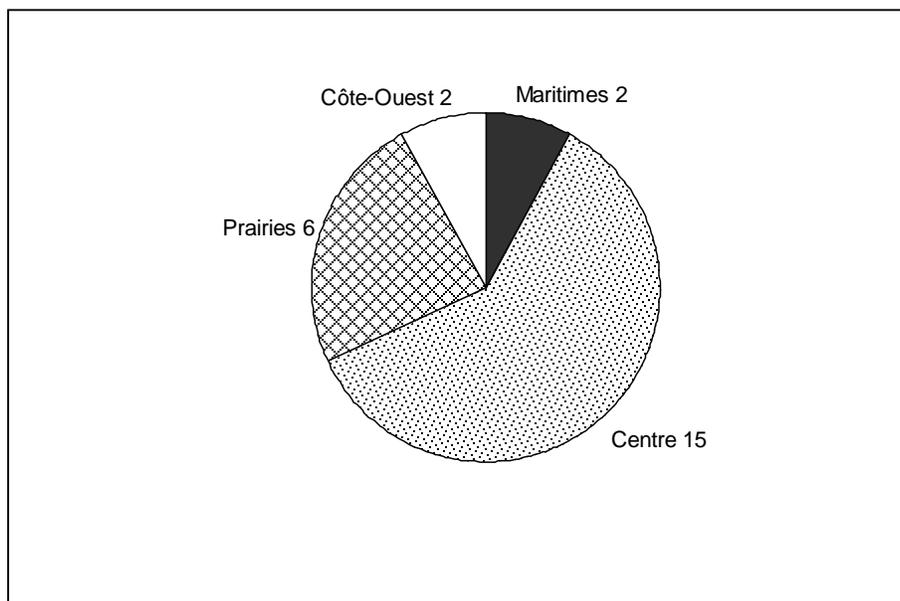


Figure 2 Répartition des cours spécialisés en santé dans les départements canadiens de science politique par région (en nombre)

Source : Données obtenues sur le site Internet officiel des départements canadiens de science politique en mai 2007.

ANNEXE B

RÉPARTITION DES POLITICOLOGUES FAISANT DE LA RECHERCHE SUR LES POLITIQUES DE SANTÉ DANS LES DÉPARTEMENTS CANADIENS DE SCIENCE POLITIQUE

RÉPARTITION DES POLITICOLOGUES FAISANT DE LA RECHERCHE SUR LES POLITIQUES DE SANTÉ DANS LES DÉPARTEMENTS CANADIENS DE SCIENCE POLITIQUE

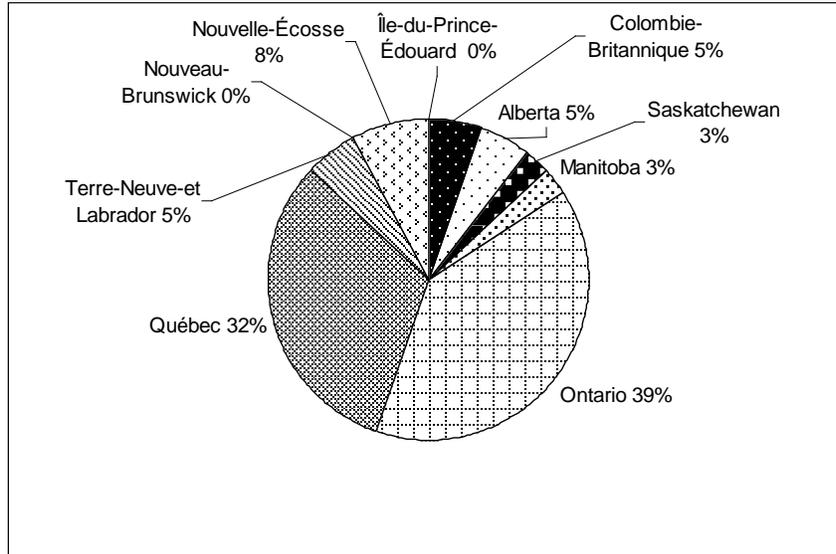


Figure 3 Répartition des politologues faisant de la recherche sur les politiques de santé dans les départements canadiens de science politique par province (%)

Source : Données obtenues sur le site Internet officiel des départements canadiens de science politique en mai 2007.

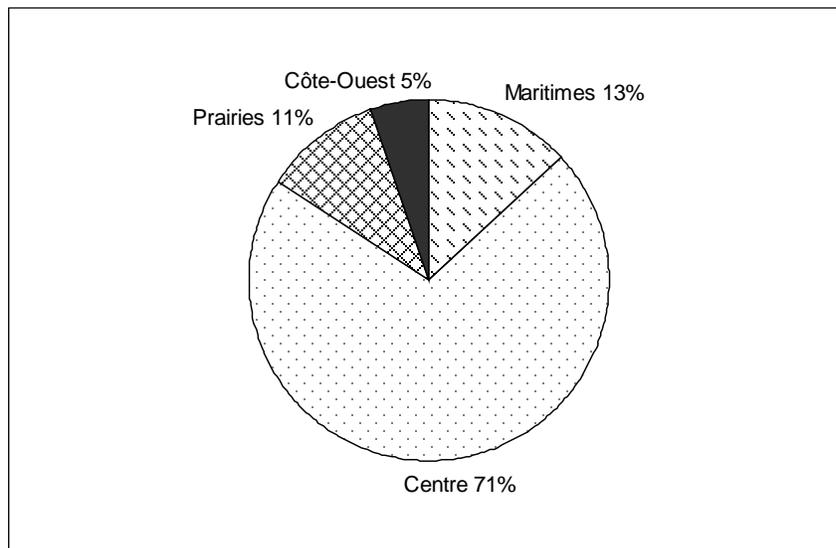


Figure 4 Répartition des politologues faisant de la recherche sur les politiques de santé dans les départements canadiens de science politique par région (%)

Source : Données récoltées sur le site Internet officiel des départements canadiens de science politique en mai 2007.

www.ccnpps.ca



Centre de collaboration nationale
sur les politiques publiques et la santé

National Collaborating Centre
for Healthy Public Policy

*Institut national
de santé publique*

Québec 